

« UNE FORCE POUR LE BIEN »

## L'armée britannique s'adapte aux besoins de Bush



Un ambitieux projet de réorganisation militaire est actuellement discuté au Royaume-Uni. Reprenant la rhétorique de Washington, le ministre de la Défense, Geoff Hoon, a rendu public le nouvel objectif de l'armée britannique : être « *une force pour le Bien* ». Elle doit donc jouer un rôle central dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » conduite par les États-Unis. Intervenant en Irlande du Nord, dans les Balkans, en Sierra Leone, en Afghanistan et en Irak, l'armée s'est spécialisée dans le « *maintien de la paix* » et la « *lutte contre le terrorisme* ». Des expressions politiquement correctes qui signifient concrètement stabiliser des régions face à des formes d'insurrection.

page 2

## Après Saddam, les Irakiens se libéreront-ils de Bremer ?

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Sami Ramadani, réfugié politique à Londres, souligne que loin de marquer la fin de la résistance, l'arrestation de Saddam Hussein en permet la clarification et le développement. Désormais, les Irakiens peuvent se battre pour leur liberté et n'ont plus à choisir entre deux despotismes. Car pour lui, Paul Bremer est le nouveau tyran qu'il faut combattre comme il a combattu Saddam Hussein.

page 10

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ « Ha'aretz » indique que Saddam Hussein pourrait bénéficier d'un accord s'il révèle avoir caché des armes de destruction massive en Syrie

■ Le président George W. Bush ratifie le Syria Accountability Act

■ Le Likoud refuse le plan Olmert de retrait unilatéral des colonies

■ Kofi Annan pense que l'envoi de troupes onusiennes en Irak n'est pas « réaliste »

■ L'Inde et l'Iran veulent renforcer leur coopération régionale

■ Le président iranien salue le départ de l'ancien ambassadeur nord-coréen

page 18

### ARRESTATION DE SADDAM HUSSEIN

## Pluralisme de la presse et réflexion politique



page 6

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Allocution de George W. Bush après la capture de Saddam Hussein ■ Déclaration de Dominique de Villepin à propos de l'arrestation de Saddam Hussein ■ Télégramme de félicitation de Gerhard Schröder à George W. Bush

page 24

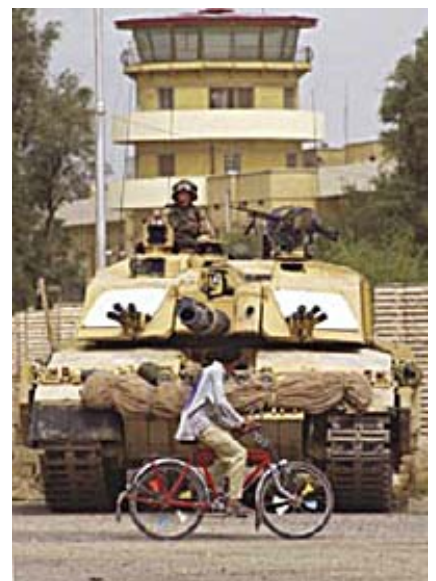
« Une force pour le Bien »

# L'armée britannique s'adapte aux besoins de Bush

Un ambitieux projet de réorganisation militaire est actuellement discuté au Royaume-Uni. Reprenant la rhétorique de Washington, le ministre de la Défense, Geoff Hoon, a rendu public le nouvel objectif de l'armée britannique : être « *une force pour le Bien* ». Elle doit donc jouer un rôle central dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » conduite par les États-Unis. Intervenant en Irlande du Nord, dans les Balkans, en Sierra Leone, en Afghanistan et en Irak, l'armée s'est spécialisée dans le « *maintien de la paix* » et la « *lutte contre le terrorisme* ». Des expressions politiquement correctes qui signifient concrètement stabiliser des régions face à des formes d'insurrection.

Le ministre britannique de la Défense, Geoff Hoon, a présenté jeudi 11 décembre 2003 un ambitieux projet de restructuration des armées de Sa Majesté. Le *Livre blanc* qu'il a publié, intitulé *Assurer la sécurité dans un monde changeant*, redéfinit les missions et opte pour une réduction massive des personnels et une sophistication des armements.

En premier lieu, Geoff Hoon constate l'absence d'adversaire comparable à ce que fut l'Union soviétique pendant la Guerre froide. De ce point de vue, l'armée britannique est suréquipée de matériels lourds qui ne seront jamais utilisés, tels les inutiles chars Challenger 2 qui ne trouveront jamais



Un char Challenger 2 en Irak. Ce type de matériel lourd ne correspond plus, selon le ministre de la Défense aux menaces que l'armée britannique doit affronter.

d'homologues à combattre.

Deuxièmement, les forces du Royaume-Uni sont actuellement déployées sur cinq théâtres d'opération qui illustrent le type des missions actuelles : l'Irlande du Nord, les Balkans, la Sierra Leone, l'Afghanistan et l'Irak. Elles se sont donc spécialisées dans le « *maintien de la paix* » et la « *lutte contre le terrorisme* ». Et ici, ces expressions politiquement correctes ont un sens précis : stabiliser des régions face à des formes d'insurrection. En outre, ces Forces sont intervenues dans des opérations intérieures comme la gestion de la crise de la vache folle ou la suppléance des pompiers en grève.

Troisièmement, dans ces opérations, les forces de Sa Majesté ont montré une rapidité de déploiement tous azimuts. Elles ont bénéficié de l'appui logistique de treize territoires d'outre-mer, qui sont autant de territoires à défendre, comme on l'a vu aux Falkland (Îles Malouines).

De tout cela il ressort, selon Geoff Hoon, que le Royaume-Uni peut ambitionner de jouer un rôle central dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » conduite par les États-Unis. Le *Livre blanc* reprend mot à mot la rhétorique de Washington : « *prévenir, contraindre, interrompre ou détruire les terroristes internationaux ou les régimes qui les abritent et contrer les efforts des terroristes pour acquérir des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires* ». Il désigne Al Qaïda comme une organisation disposant actuellement d'un réseau secret et qui menace directement le Royaume-Uni et ses citoyens. Comme preuve de ses imputations, le ministre cite les arrestations de terroristes cette année en France qui auraient permis d'établir que ce réseau tente d'utiliser des armes chimiques, biologiques et radiologiques. Malheureusement, le très honorable Geoff Hoon n'indique pas d'où il tient de telles informations qui ont échappé à la justice française (lire à ce sujet note article de l'Observatoire de la propagande : « **La France a démantelé, sans le savoir, une cellule d'Al Qaïda** »).



Les armées britanniques sont « *une force pour le Bien* » explique le ministre de la Défense Geoff Hoon.

--

Quoi qu'il en soit, le ministre résume son objectif politique par cette définition digne de George W. Bush : les armées britanniques sont « *une force pour le Bien* ». Plus prosaïquement, on peut résumer ainsi son propos : faire des armées de Sa Majesté **les plus puissantes d'Europe** pour qu'elles deviennent l'axe régional de l'OTAN et de la Défense européenne. Cela est évidemment lourd de conséquences pour l'Union européenne que le gouvernement Blair imagine non pas défendue par elle-même, mais par le parapluie états-unobritannique.

Il importe de relever l'état d'esprit particulier de l'armée britannique qui, à la différence de sa rivale française, n'a pas connu les désastres d'Indochine et d'Algérie et se rêve toujours en armée coloniale en Irlande du Nord et aux Falkland.

La publication du livre blanc s'accompagne d'une programmation de la diminution du nombre d'hommes et de l'acquisition de matériels sophistiqués pour l'essentiel de fabrication conjointe avec les États-Unis, particulièrement le controversé Joint Strike Fighter (JSF) et des hélicoptères Apache. À cette occasion, le National Audit Office (NAO), sorte de Cour des comptes, a rendu un rapport détaillé de la gestion de l'opération Telic en Irak. On y constate à la fois une certaine impréparation et une grande rapidité de réaction qui permis de palier à cette faiblesse.



À titre d'exemple, une partie des uniformes adaptés au désert furent livrés une fois les combats terminés. Au passage, on apprend avec stupéfaction que les soldats britanniques engagés en Irak ne disposaient d'aucune protection contre les armes nucléaires, biologiques ou chimiques (NBC). Le contrôleur général se contente de recommander l'acquisition des matériels nécessaires et la planification de leur distribution. Mais l'observateur politique ne manquera pas de remarquer que si le gouvernement Blair a pris le risque d'envoyer ses troupes en Irak sans

protection NBC, c'est qu'il avait la certitude que Saddam Hussein ne pourrait pas utiliser d'armes de destruction massive contre elles ; un comportement qui trahit la prétendue certitude en une capacité de réaction NBC irakienne en 45 minutes !

En définitive, le *Livre blanc*, bien qu'il se présente comme une programmation de restructuration des armées, est avant tout un projet de réarmement en vue d'intégrer les forces britanniques dans la stratégie impériale des États-Unis. Comme Washington, Londres a choisi d'augmenter considérablement ses investissements militaires au moment où il affirme ne plus avoir d'ennemi à sa mesure.

---

Documents de référence :

- ▶ *Iraq - First Reflections*, UK Ministry of Defence, juillet 2003. [Téléchargement \(Pdf : 888 Ko\)](#).
- ▶ *Operation TELIC - United Kingdom Military Operations in Iraq*, National Audit Office, 11 décembre 2003. [Téléchargement \(Pdf : 1400 Ko\)](#).
- ▶ *Delivering Security in a Changing World - Defence White Paper*, UK Ministry of Defence, 11 décembre 2003. [Téléchargement \(Pdf : 506 Ko\)](#).
- ▶ *Delivering Security in a Changing World - Supporting Essays*, UK Ministry of Defence, 11 décembre 2003. [Téléchargement \(Pdf : 364 Ko\)](#).
- ▶ *Operations in Iraq - Lessons for the Future*, UK Ministry of Defence, décembre 2003. [Téléchargement \(Pdf : 2000 Ko\)](#).

---

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

Chaque semaine, dans sa Chronique de l'Empire, Thierry Meyssan analyse la dérive du régime de George W. Bush et le bouleversement des relations internationales. Tandis que la violence des événements réduit les citoyens au rôle de simples consommateurs du spectacle médiatique, il fait apparaître la cohérence militaire, économique et idéologique de l'Empire global. Loin de l'infotainment et des commentaires consensuels, de la pseudo-objectivité neutraliste et de la fatalité, cette chronique livre un point de vue argumenté et engagé.

## CHRONIQUE DE L'EMPIRE

## Arrestation de Saddam Hussein

# Pluralisme de la presse et réflexion politique



L'arrestation de Saddam Hussein, samedi 13 décembre 2003 à Tikrit, illustre l'efficacité de la Task Force 121 et des nouvelles méthodes de contre-insurrection appliquées par la Coalition depuis le 12 novembre. Après sept mois d'atermoiements de ses collègues, il aura ainsi suffi d'un mois au lieutenant-général William « Jerry » Bokyin, qui commande l'opération « Marteau de fer », pour capturer l'ancien dictateur.

Malgré les apparences, les conséquences de cette victoire seront probablement fort difficiles à gérer pour les États-Unis, qui ont bien tort de s'en réjouir si vite.

En validant *a posteriori* l'attaque contre l'Irak, les Nations unies ont reconnu aux forces de la Coalition le statut d'une armée d'occupation, tel que le droit international le définit, avec les obligations qui s'y attachent. À Washington, on comparait alors cette situation à l'occupation de l'Allemagne et du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale. On imaginait éliminer rapidement les poches de résistance de l'ancien régime et se consacrer à l'édification d'un nouvel État.

Face aux premiers revers, la conseillère de Sécurité nationale, Condoleezza Rice, s'était hasardée à une comparaison entre la résistance en Irak et celle, résiduelle, d'un commando nazi qui poursuivit quelques escarmouches contre les Alliés après la chute du IIIe Reich. C'était tenter de se persuader que cette résistance était le fait d'une poignée d'individus déterminés, mais isolés, et refuser d'admettre qu'elle était l'expression d'une volonté populaire nationale.

On était d'autant plus convaincu de cette analyse que la rhétorique d'avant-guerre assurait qu'il s'agissait, entre autres, de libérer le peuple irakien de son tyran ; et que les services de communication avaient mis en scène devant les caméras de télévision une liesse populaire à l'occasion de la chute d'une statue de Saddam Hussein (Lire à ce sujet notre analyse du déboulonnage de la statue). Comme toujours, les premières victimes de la propagande, en sont les auteurs. À force de se répéter, la classe dirigeante états-unienne a fini par croire ses propres mensonges. C'est pourquoi, George W. Bush, après avoir solennellement proclamé la fin des hostilités, a plusieurs fois annoncé qu'on était sur le point d'en finir avec la résistance, démenti à chaque fois par de nouveaux attentats.

Face à la guérilla, et devant l'accumulation de pertes dans leurs rangs, les forces de la Coalition ont décidé, en définitive, de changer leur fusil d'épaule et de se comporter en armée d'occupation au sens de Tsahal en Palestine. Les anciens officiers qui commandèrent l'opération Phoenix au Vietnam et ceux qui conduisirent les guerres de basse intensité en Amérique latine se virent autorisés à développer en Irak leurs méthodes de contre-insurrection, comme ils s'y étaient préparés depuis trois ans (Cf. ma chronique du 13 novembre). Pour s'adapter aux particularismes irakiens, ils ont reçu des consultants militaires israéliens à Fort Bragg, traduit des manuels de Tsahal, et définit une stratégie. Désormais, les Forces spéciales états-uniennes isolent les villages suspects en les entourant de barbelés ; elles prennent en otage les familles des résistants pour les obliger à se rendre ; elles détruisent les maisons où ils ont été hébergés ; elles assassinent les leaders. Depuis trois semaines, le terrorisme des Forces d'occupation s'est abattu sur le centre de l'Irak, comme il règne depuis longtemps à Gaza et en Cisjordanie.

Cette opération a été nommée « Marteau de fer », par référence au mythe germanique de Thor et à une opération de la SS, en 1942, contre l'Union soviétique (Lire notre enquête sur l'opération « Marteau de fer »). Elle a été placée sous le commandement du très controversé général William « Jerry » Boykind, l'homme qui prétend que l'islam est une religion satanique que les États-Unis chrétiens doivent anéantir.







Quoi qu'il en soit, cette capture marque la fin d'un régime et la fin d'une guerre visant à le renverser. En bonne logique, les forces de la Coalition devraient donc rentrer chez elle et ne maintenir qu'une légère présence pour le maintien de l'ordre public et la passation des pouvoirs aux Irakiens. Or, nous savons tous que c'est peu probable. Washington tient trop à exploiter le pétrole irakien et a trop peur d'un soulèvement populaire pour rappeler le général Boykind à Fort Bragg. Sa mission va donc continuer. La répression va se développer et la terreur, qui règne dans le centre du pays, va s'étendre aux autres régions. C'est pourquoi la victoire militaire du général Boykind arrêtant le chef ennemi se transformera vite en une défaite politique majeure. C'est un phénomène que l'on a observé partout où ont été appliquées ces méthodes de contre-insurrection. La victoire militaire des Français sur le FLN algérien ne les a pas empêchés de perdre politiquement la guerre et de partir. La victoire militaire de l'opération Phœnix au Vietnam n'a pas empêché les États-Unis de perdre la guerre et de s'enfuir de Saigon.

Certes, l'Irak n'est pas comparable au Vietnam, ni à la Palestine. Mais désormais les Forces spéciales US traitent les Irakiens comme elles traitaient les Vietnamiens et comme Tsahal traite les Palestiniens.

L'arrestation de Saddam Hussein sert les intérêts de la fraction la plus dure au Pentagone. Elle tentera de l'exploiter pour imposer une nouvelle guerre en 2004, contre la Syrie cette fois, malgré l'opposition farouche des conseillers électoraux réunis autour de Karl Rove.

Dimanche, Dominique de Villepin a tendu la main à la Coalition. Il lui a proposé de remettre ses responsabilités à l'ONU et de hâter le transfert de pouvoir aux Irakiens. C'est la voix de la sagesse, mais il y a peu de chances qu'elle soit entendue.

**Thierry Meyssan**

*Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.*

# Après Saddam, les Irakiens se libéreront-ils de Bremer ?

## Analyse

Nick Turse de l'Université de Colombie s'interroge dans le *Los Angeles Times* sur la militarisation de la culture aux États-Unis. L'alliance entre le Pentagone et des sociétés de jeux vidéos a produit une industrie nouvelle. Elle crée des jeux à double usage : simulation pour les entraînements au combat des militaires et conditionnement des jeunes joueurs civils.

Pour l'ancien ministre britannique Malcolm Rifkind, la capture de Saddam Hussein clôt un chapitre de l'histoire irakienne. Il est temps que les forces de la Coalition se retirent, faute de quoi elles deviendront illégitimes, écrit-il dans le *Guardian*. Plus direct, Sami Ramadani, réfugié politique à Londres, souligne dans le même quotidien que loin de marquer la fin de la résistance, cette arrestation en permet la clarification et le développement. Désormais, les Irakiens peuvent se battre pour leur liberté et n'ont plus à choisir entre deux despotismes. Car pour lui, Paul Bremer est le nouveau tyran qu'il faut combattre comme il a combattu Saddam Hussein, et le jour viendra où Bush et consorts seront jugés eux aussi pour leur rôle dans la dictature de Saddam Hussein.

Kenneth Roth, d'Human Rights Watch, plaide dans l'*International Herald Tribune* pour que le maître de Bagdad soit jugé en équité. Comme il n'est pas possible de faire surgir de décennies de dictature un tribunal démocratique, il faut recourir à une juridiction internationale sur le modèle de ce qui vient d'être fait au Sierra Leone. Un point de vue étrangement proche, jusque dans la formulation littérale, de celui du juge Richard Goldstone, publié par le *Los Angeles Times*.

Nachman Shaï, ex-porte-parole de Tsahal, observe avec satisfaction l'alignement des méthodes et des objectifs états-uniens en Irak sur le modèle israélien. Cela ne manquera pas de rapprocher les deux opinions publiques, note-t-il dans le *Jerusalem Post*. Les avocats républicains David Rivkin et Lee Casey applaudissent la décision de Paul Wolfowitz de récompenser les membres de la Coalition en leur réservant les marchés en Irak. Dans le *Washington Times*, ils remarquent que la France et l'Allemagne, s'insurgent contre cette directive uniquement pour empêcher les États-Unis d'agir en puissance souveraine.

Quatre intellectuels engagés, Dario Fo, José Saramago, Constantin Costa-Gavras et José-Luis Sampedro partent à la recherche d'esprits libres capables de s'insurger contre le consensus dominant. Ils annoncent dans le *Courrier de Genève* qu'ils parrainent un prix des Amis du Monde diplomatique pour promouvoir l'esprit critique. Ils viennent de le remettre à Howard Zinn pour son *Histoire populaire des Etats-Unis*.

Enfin, le professeur Christopher Bellamy de la Cranfield University analyse dans *The Independent* la restructuration de l'armée britannique. Celle-ci sera de loin la plus forte en Europe faisant du Royaume-Uni le « mâle dominant » de la région.

## Nick Turse

Nick Turse est thésard dans le programme d'histoire et d'éthique de la médecine et de la santé publique de la Mailman School of Public Health de l'Université de Columbia.

### « Le Pentagone envahit votre X-Box »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Pentagon Invades Your Xbox », par Nick Turse, *Los Angeles Times*, 14 décembre 2003.

Eisenhower avait parlé du complexe militaro-industriel, mais aujourd'hui il faut également parler de l'association entre l'armée et l'industrie du loisir. Cette alliance se fonde sur le désir du **Pentagone** de développer des programmes d'entraînement virtuel de plus en plus réalistes et de celui l'industrie du jeu vidéo de vendre des jeux de plus en plus réalistes.

Tout a commencé en 1997, quand le corps des Marine signa un contrat avec MÅK Technology permettant à cette dernière de réaliser le premier jeu de simulation co-développé et cofinancé par le **département de la Défense états-unien**. L'année suivante, la firme réalisait une suite de son jeu, *Spearhead*, qui fut utilisée dans les écoles de formation de l'Army. Depuis, les liens n'ont cessé de se développer entre les compagnies de jeux et le Pentagone.

Le jeu *Tom Clancy's Rainbow Six : Rogue Spear* a été utilisé dans les centres de formation au combat en terrain urbain par l'armée en 2001. La suite de ce jeu est encore utilisée. Le jeu *America's Army* a été conçu par l'armée et les compagnies Epic Games et Lucasfilm et rendu gratuitement téléchargeable dans les centres ou les sites de recrutement de l'Armée. Il est aujourd'hui l'un des

cinq jeux en ligne les plus populaires au monde. There Inc. développe actuellement pour l'armée un Koweït virtuel afin de préparer à une éventuelle prise de l'ambassade états-unienne au Koweït tandis que la Navy développe un programme similaire pour ses commandos. L'année prochaine, sortira *Kuma : War* de Kuma Reality Game avec le soutien du département de la Défense qui permettra de participer à des opérations réelles telle l'attaque contre les fils de Saddam Hussein. Il a été développé avec l'aide de vétérans. On verra également la sortie de *Full Spectrum Warrior* pour la X-Box de Microsoft qui sera un jeu à la fois grand public et permettant l'entraînement des soldats aux combats menés par des commandos. Il a été réalisé avec des experts de Fort Benning. Vu les profits générés par les deux industries et l'absence de réaction face à la militarisation de la culture, la collaboration n'est pas près de s'achever. On pourrait même imaginer des adaptations en films de ces jeux vidéos. Cela expose la jeunesse à une propagande dans laquelle la guerre n'est pas le dernier, mais le seul recours.

## Malcolm Rifkind



Malcolm Rifkind est ancien ministre conservateur des Affaires étrangères britanniques (1995-1997)

### « Seuls les Irakiens peuvent décider, s'il y aura une fin heureuse »

Source : The Guardian

Référence : « Only the Iraqis can decide if this is to be a happy ending », par Malcolm Rifkind, *The Guardian*, 15 décembre 2003.

Il est difficile de savoir quel sera l'impact de l'arrestation de Saddam Hussein sur l'avenir de l'Irak. Cet événement a une importance psychologique pour le peuple d'Irak désormais assuré qu'il ne reviendra plus au pouvoir. Cela peut donner plus de confiance dans les capacités états-uniennes jusqu'ici peu estimées à l'aune de la cavale de Saddam Hussein et de Ben Laden.

La question immédiate est : que faire de Saddam Hussein ? Il faut qu'il soit jugé par des Irakiens et pas par les Américains ou une cour internationale. Cela aura un effet cathartique pour les Irakiens qui sont ses premières victimes. Il n'y a pas de comparaison possible avec Nuremberg car les nazis avaient commis surtout des exactions sur les autres populations plutôt que sur la leur.

Il est difficile de savoir quelle sera l'influence de cette arrestation sur l'insurrection en Irak. Il semble que Saddam n'avait aucune influence sur elle. La résistance est principalement composée d'Irakiens opposés à l'occupation américaine, mais ne souhaitant pas forcément un retour au pouvoir du Raïs et le reste est composé d'islamistes. Aussi, leurs actions évolueront en fonction de la réaction des États-Unis à cette arrestation plutôt qu'à l'arrestation elle-même. Désormais assurés que Saddam Hussein ne reviendra plus au pouvoir, les Irakiens vont exiger un départ des États-Unis. Si Washington utilise l'arrestation pour justifier une accélération de son départ, les forces d'insurrection perdront le soutien de la population. En outre, cela serait un bon argument pour **George W. Bush** en vue de sa réélection en 2004. Il faut donc que la **Maison Blanche** accélère le passage du pouvoir aux Irakiens et que cette tâche soit confiée à **Colin Powell** plutôt qu'à **Donald Rumsfeld**.

Quoi qu'il en soit, une fois le pouvoir transmis, ce sont les Irakiens qui décideront comment l'histoire se termine.

## Sami Ramadani

Sami Ramadani a été un réfugié politique du régime de Saddam Hussein. Il est professeur de sociologie à la London Metropolitan University.

### « La résistance à l'occupation va s'accroître »

Source : The Guardian

Référence : « Resistance to occupation will grow », par Sami Ramadani, *The Guardian*, 15 décembre 2003.

Aujourd'hui, je me souviens avec regret de mes amis tués par le régime ba'asiste pour avoir dénoncé le coup d'État de 1963 soutenu par la CIA, ou morts en exil sans avoir pu assister à l'arrestation de Saddam Hussein. Je suis également heureux de cette arrestation et la joie que les Irakiens ressentent est seulement ternie par le fait que la nouvelle a été annoncée par le nouveau tyran appointé : Paul Bremer.

On ignore pour l'instant comment il sera jugé. Connaîtra-t-on la vérité sur ses crimes de masse ? Sur le soutien des États-Unis dont il a bénéficié ? Sur la façon dont Washington l'a équipé en armes chimiques ? Sur la façon dont il a été encouragé à attaquer l'Iran causant ainsi la mort de millions d'Iraniens et d'Irakiens ? Le procès fera-t-il la lumière sur ses anciennes alliances avec des groupes aujourd'hui représentés au Conseil de gouvernement irakien ? En outre, des milliers d'Irakiens ont été tués lors de la guerre injuste et immorale menée par les États-Unis, ou le sont encore par les bombardements punitifs à la Ariel Sharon ou par les restes des armes à l'uranium appauvris ; Qui jugera les Bremer, Rumsfeld, Bush, ou Blair ? Quand l'Irak sera-t-il libéré ?

Quoi qu'il en soit, cette arrestation démontre que Saddam, au fond de son trou, n'avait rien à voir avec la résistance. Ce qui est confirmé par un récent rapport de la CIA. Loin de la démotiver, la résistance peut progresser suite à cette arrestation car de nombreuses forces politiques qui hésitaient à appeler à la fin de l'occupation de crainte de voir un retour du régime de Saddam Hussein vont pouvoir le faire. Maintenant que l'épouvantail Saddam Hussein a disparu, l'opposition à l'occupation, pacifique et armée, va se développer et demander des élections.

## Kenneth Roth



Kenneth Roth est directeur exécutif de Human Right Watch.

### « Juger Saddam dans une cour internationale »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Try Saddam in an international court », par Kenneth Roth, *International Herald Tribune*, 15 décembre 2003.

On ne peut que se réjouir de la capture de Saddam Hussein car peu de personne ont plus mérité un procès et une sanction que lui. Il faut remercier les troupes états-uniennes de l'avoir capturé et pas abattu. Il faut désormais qu'il ait un procès équitable faisant la promotion de la loi plutôt que la vengeance. Saddam Hussein est responsable du meurtre d'un quart de million d'Irakiens. Pour faire justice à ses victimes, il faut que tous les responsables soient jugés et punis justement. Malheureusement, le Conseil de gouvernement irakien, dirigé par Washington, veut le faire juger par des Irakiens, ce qui ne garantit pas un procès équitable. Cela reflète la détermination de Washington de poursuivre son jihad idéologique contre le système de justice internationale et son souci d'empêcher qu'un tribunal international n'aborde des sujets embarrassants pour les États-Unis ou n'entraîne des révélations de l'ancien dictateur irakien. Les tribunaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie ont démontré que les procès pour crime de guerre et génocide étaient complexes et nécessitaient le travail de juristes expérimentés à l'intégrité indiscutable, ce que le système judiciaire irakien n'a pas généré. On n'en compte pas plus parmi les exilés. Il faut donc que l'on s'inspire de la Sierra Leone et que soit constitué un tribunal international associant des citoyens du pays afin de les former pour reconstruire leur système judiciaire.

## Richard Goldstone



Richard Goldstone est ancien procureur en chef des tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. Il est récemment revenu en Afrique du Sud à la Cour

### « La justice doit être rendue à Bagdad »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Let Justice Be Done in Baghdad », par Richard Goldstone, *Los Angeles Times*, 15 décembre 2003.

La capture de Saddam Hussein est un motif de satisfaction en raison des crimes contre l'humanité qu'il a commis contre les chiites qui s'étaient soulevés contre lui et **contre les kurdes**. C'est une chance de l'avoir attrapé vivant et nous devons désormais décider de la façon dont il sera traduit devant la justice. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont défendu l'instauration de procès internationaux contre l'avis de leurs alliés, puis par la

constitutionnelle.

suite, ils ont soutenu et financé les tribunaux internationaux sur les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda. L'engagement de Washington se poursuit malgré le regrettable refus de l'administration Bush de ratifier la **Cour criminelle internationale**. Pour juger Saddam Hussein, il faudra prendre en compte différents impératifs :

- ▶ Il faut rendre justice aux victimes et donc préparer une collecte minutieuse des preuves des crimes de Saddam Hussein.
- ▶ Ce procès doit être reconnu comme juste et respecter les normes des démocraties occidentales.
- ▶ Cela ne doit pas être un procès organisé par le vainqueur afin de ne pas laisser la place à la critique
- ▶ Le procès doit être mené aussi près du lieu des crimes que possible afin que les victimes puissent facilement y assister.

Je pense donc qu'il faut le juger en Irak, mais je doute que les Irakiens aient un système judiciaire capable de répondre à ces critères. Il faut mettre en place un tribunal similaire à ce qui a été fait au Cambodge ou en Sierra Leone associant juristes internationaux et personnels locaux.

## Nachman Shaï

Nachman Shaï est directeur général de l'United Jewish Communities-Israël et il a été le porte-parole de l'armée israélienne pendant la Guerre du Golfe.

### « Nouvelle guerre, vieux dilemme »

Source : Jerusalem Post

Référence : « New war, old dilemmas », par Nachman Shaï, *Jerusalem Post*, 15 décembre 2003.

La situation rencontrée en Irak par l'Amérique est très proche de celle rencontrée par Israël. Les États-Unis perdent en moyenne un homme par jour et cela a un impact important sur l'opinion publique. L'armée états-unienne cherche un moyen pour contrer les attaques terroristes. Ce faisant, elle fait face à un dilemme que connaît bien Israël : le traitement de la population civile. Il est en effet difficile de faire la distinction entre la population passive et celle qui abrite les terroristes.

Les États-Unis n'ont pas eu d'autres choix que d'adopter la stratégie du « **Marteau de fer** » pour défendre leurs soldats à tout prix, mais la population en paye le coût. Cela ressemble à ce que doit faire Israël. Il n'y a pas de consultants israéliens en Irak, mais des responsables états-uniens sont venus observer nos techniques en Israël. Désormais on les entend affirmer que « Les arabes ne comprennent que la force », ce qui sonne un peu comme les propos de nos militaires. Le général Ricardo Sanchez est plus mesuré dans ses déclarations, mais il a compris que seule l'action vigoureuse entraîne des résultats. Autre rapprochement avec Israël, les États-Unis, engagés dans le conflit ont changé d'objectif, passant de la lutte contre les armes de destruction massive à la démocratisation. Tout comme Israël au Liban qui était passé de la lutte antiterroriste à la volonté de changer le régime, ils ont commencé un conflit et doivent changer leurs objectifs régulièrement. Ces rapprochements permettront au monde, je l'espère, de mieux comprendre la politique israélienne.

## David Rivkin, Lee Casey

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Lee Casey est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

### « Bon sens et utilisation de l'argent »

Source : Washington Times

Référence : « Sense and cents-ability », par David Rivkin et Lee Casey, *Washington Times*, 15 décembre 2003.

L'administration Bush a décidé de réserver les contrats pour la reconstruction de l'Irak (d'un montant de 19 milliards de dollars) aux pays qui ont soutenu l'effort de guerre, provoquant les hauts cris de la Vieille Europe, ou plus précisément, des États couvrant l'ancien empire de Charlemagne.

La France et l'Allemagne, après avoir tout fait pour conserver Saddam Hussein au pouvoir, s'efforcent maintenant d'obtenir des contrats de reconstruction financés par les contribuables américains et veulent empêcher les États-Unis d'agir comme un État souverain défendant ses intérêts. En fait, la France et l'Allemagne pourraient bénéficier de contrats de sous-traitance et ce n'est pas l'argent qui les préoccupe.

Les deux pays veulent contraindre les États-Unis à ne pas agir quand ses citoyens sont menacés sans l'accord du Conseil de sécurité où la France dispose d'un droit de veto. **George W. Bush** les a ignoré et a constitué avec **Tony Blair** une coalition de volontaires rassemblant trois douzaine de pays. Ces États sont aujourd'hui remerciés. Dans le même temps, la France et l'Allemagne pratiquent l'obstruction tout en affirmant que l'ONU peut seule légitimer la reconstruction de l'Irak.

La reconstruction de l'Irak est presque exclusivement financée par les États-Unis. Washington doit donc s'assurer qu'elle bénéficie aux Irakiens et aux pays qui ont contribué à leur libération.

## Dario Fo, José Saramago, Costa Gavras, José Luis Sampedro



Dario Fo est écrivain et Prix Nobel de littérature.

José Saramago est écrivain et prix Nobel de littérature.

### « Ouvrir une brèche »

Source : Le Courrier de Genève

Référence : « Ouvrir une brèche », par Dario Fo, José Saramago, Costa Gavras et José Luis Sampedro, *Le Courrier de Genève*, 9 décembre 2003.

Où sont aujourd'hui les Bertrand Russel appelant au désarmement en pleine Guerre froide puis s'opposant aux exactions américaines au Vietnam en créant le Tribunal international contre les crimes de guerre ? Où sont les femmes bravant la loi condamnant l'avortement dans l'appel des 343 ? Où sont les Stephan Zweig où les Heinrich Böll bravant le pouvoir ? Où sont les Henri Curriel refusant de fuir l'Égypte face à l'Afrikakorps, puis faisant 18 mois de prison à Fresnes pour avoir dénoncé le colonialisme. Où sont les Gandhi payant de leur personne pour accélérer la chute de l'Empire britannique ? Où sont les





Costa Gavras est réalisateur.

José Luis Sampedro est écrivain.

121 justifiant l'insoumission ? Les Albert Londres dénonçant le bagne ? les bat' d'Af' dénonçant les errements de l'URSS naissante ? Où sont les Foucault, Bourdieu, Harendt, Castoriadis, Machado ou Garcia Lorca ? Une chape de guimauve s'est abattu sur les esprits. L'uniformisation du discours n'a d'égal que son simplisme ; Toutefois, des hommes et des femmes continuent de se battre pour ouvrir une brèche dans la pensée dominante. C'est pour leur apporter son soutien que les **Amis du Monde diplomatique** ont créé le « Prix des Amis du Monde diplomatique contre la pensée unique » et que nous en devenons les parrains.

## Christopher Bellamy

Christopher Bellamy est professeur de science et doctrine militaire à la Cranfield University.

### « Une nouvelle armée, dégraissée et plus sophistiquée, fera du Royaume-Uni le mâle dominant de l'Europe »

Source : The Independent

Référence : « Slimmed and sophisticated new Army will make UK the alpha male of Europe », par Christopher Bellamy, *The Independent*, 12 décembre 2003.

Le rapport « Delivering Security in a Changing World » du ministère de la Défense britannique a été rendu public. Ses conclusions sur les transformations du monde et le rôle de l'armée sont correctes, mais le document reste énigmatique sur les transformations que la technologie peut apporter à l'armée. Il est clair cependant qu'il s'agit pour le Royaume-Uni de conserver des compétences technologiques compatibles avec les États-Unis, notre pays étant sans doute le seul au monde capable de le faire. Cela a pour corollaire que le Royaume-Uni sera de loin la puissance militaire la plus forte en Europe. Par conséquent, si l'Union européenne est confrontée à une crise ou un conflit, le Royaume-Uni sera le mâle dominant d'une coalition européenne. La restructuration de l'armée passe par une diminution du nombre de troupes lourdement armées au profit d'une augmentation des forces mobiles et légères pouvant se déplacer rapidement pour répondre ou anticiper un conflit. Le rapport répond aux transformations des questions militaires et reconnaît que l'avenir appartient à la précision et aux renseignements. Cependant, lorsque les guerres sont terminées, il faut encore des troupes sur le terrain pour maintenir la paix. Et nous en manquerons.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## « Ha'aretz » indique que Saddam Hussein pourrait bénéficier d'un accord s'il révèle avoir caché des armes de destruction massive en Syrie

Référence : « Saddam could reveal arms cache in deal », par Ze'ev Schiff, *Ha'aretz*, 15 décembre 2003.

Le quotidien de la gauche israélienne *Ha'aretz* relate que le dictateur irakien Saddam Hussein pourrait se voir proposé un accord (au sens judiciaire du terme) par les États-Unis qui le détiennent actuellement. Cet accord nécessiterait qu'il révèle des informations sur les armes de destruction massive, c'est-à-dire s'il en a jamais disposé et, si oui, comment il les a dissimulées, notamment par l'intermédiaire de la Syrie. En échange, il n'encourrait que la prison à perpétuité, et non plus la peine capitale, pour les crimes de guerre commis lorsqu'il était au pouvoir. Cette information aurait été recueillie auprès d'officiels irakiens participant à une conférence sur le futur de la région, à Athènes.

D'après ces mystérieux informateurs, si le nombre d'armes de destruction massive dissimulées n'est pas très important, l'ancien président devrait certainement se souvenir du nom de ceux qui se sont occupés de l'opération et de l'endroit où elles ont été stockées.

L'éventualité d'un transfert des armes en Syrie avait été soulevée peu avant l'invasion états-unienne de l'Irak, lorsque des images satellites avaient été produites montrant des convois partant d'Irak pour la Syrie. Le contenu des convois reste inconnu à ce jour, mais, selon *Ha'aretz*, « il est clair qu'il s'agissait d'une opération secrète entre la Syrie et l'Irak ».

## L'Orient Le Jour, Syria Times



## Le président George W. Bush ratifie le Syria Accountability Act

Référence : « Bush signs law authorizing Syria sanctions », *Syria Times*, 14 décembre 2003. « Bush augmente la pression sur Damas en signant le « Syria Accountability Act » », *L'Orient Le Jour*, 15 décembre 2003. « Les sanctions US tendent à réduire l'influence syrienne dans la région », *L'Orient Le Jour*, 15 décembre 2003.

Le président états-unien a ratifié, vendredi 12 décembre 2003, les dispositions législatives prévues par le *Syria Accountability Act*. Elles autorisent la mise en place d'un régime de sanctions économiques et diplomatiques contre la Syrie. Ce texte, auparavant refusé par la Maison-Blanche, n'a finalement été approuvé que lorsqu'il a été prévu d'autoriser le Président états-unien à décider seul des modalités de son application.

L'émissaire syrien à Washington, Imad Moustapha, avait déclaré à ce propos, en novembre 2003, que le texte était « *vraiment mauvais - mauvais pour la Syrie, mauvais pour la paix au Proche-Orient et (...) mauvais pour les relations américano-syriennes et pour les relations entre les États-Unis et le monde arabe en général* ».

La signature de la loi par George W. Bush a suscité de violentes réactions au Liban, qui l'a qualifiée « *d'atteinte flagrante* » à la souveraineté du Liban et de la Syrie.

Selon le Premier ministre libanais, Rafic Hariri, « *Cette loi complique la situation dans la région et paralyse toute possibilité de réelle progression pour le règlement du conflit israélo-arabe et la réalisation d'une paix globale et définitive (...) Les États-Unis auraient mieux fait d'intensifier le dialogue avec la Syrie pour parvenir à une solution à toutes les questions en suspens. Le dialogue est le seul moyen de régler tous les problèmes, tout aussi compliqués qu'ils soient* ».

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Jean Obeid, a pour sa part indiqué que « *la déception seule ne suffit pas pour exprimer le désespoir des Arabes, de l'Europe et du monde face à la reculade du président américain devant cette clique acquise au sionisme au sein du Congrès américain, qui a poussé le président à se soumettre à ces pressions concernant le Syria Accountability Act et la soumission face à Israël* ». Pour le ministre libanais, l'approbation présidentielle survient « *au moment où d'autres projets de loi se préparent au Congrès concernant le Saudi Accountability Act ou l'implantation des Palestiniens au Liban et dans les pays arabes* ».

A Damas, les réactions des responsables et de diplomates voient surtout dans le texte une tentative de réduire l'influence syrienne au Proche-Orient. Pour Mahdi Dakhlallah, le rédacteur en chef du journal du parti au pouvoir, al-Baas, il s'agit d'« *une tentative de modifier les positions de la Syrie* » sur le conflit israélo-arabe et l'Irak.

Le président syrien, Bashar al-Assad, a tenu à désamorcer lui-même la crise qui menace les relations entre la Syrie et les États-Unis. Dans une interview publiée dimanche 14 décembre par le journal grec *Kathimerini*, il a souligné que son

pays « ne considère pas les États-Unis comme son ennemi malgré les nombreux différends ». « Nous sommes contre l'occupation de l'Irak, contre les actions des forces américaines en Irak, contre la violation des droits de l'homme (...) et bien sûr contre beaucoup d'autres aspects de la politique américaine dans la région, particulièrement en ce qui concerne l'attitude partielle des États-Unis en faveur d'Israël, mais nous ne considérons pas les États-Unis comme un ennemi de notre pays », a-t-il ajouté.

La Ligue arabe a exprimé, dimanche 14, son « extrême inquiétude » devant les sanctions états-uniennes imposées à Damas et a appelé Washington à abandonner son « alignement » sur Israël. « Il est nécessaire que les États-Unis retournent au rôle d'intermédiaire honnête au Proche-Orient (...) et s'écartent de leur alignement sur Israël », a indiqué le porte-parole de la Ligue Hossam Zaki. La politique états-unienne partielle à Israël « provoque les peuples arabes et musulmans et crée un climat de tension, de colère et de frustration », a-t-il affirmé. Dans une première réaction officielle, l'agence de presse syrienne Sana a accusé samedi « les partisans d'Israël au Congrès américain » d'avoir déployé des « efforts actifs » pour l'adoption de cette loi.

Le président égyptien Hosni Moubarak a minimisé la décision de la Maison-Blanche, se déclarant convaincu que le président américain George W. Bush ne les appliquerait pas, comme il en a le droit : « Je ne crois pas qu'il y a lieu de l'utiliser, car la Syrie veut négocier et s'asseoir à la table des négociations pour régler le problème de ses territoires » du Golan, occupés et annexés en 1967 par Israël, a-t-il ajouté. M. Moubarak a indiqué avoir informé M. Bush que « le président syrien Bachar el-Assad (était) prêt à négocier pour régler les problèmes liés à son territoire, car personne ne veut créer des problèmes à son peuple ».

**CONTEXTE** Le rôle de la Syrie au Proche-Orient fait l'objet de débats au sein des pays occidentaux. Tandis que les États-Unis semblent s'aligner sur la position israélienne, qui fait de Damas une menace pour la région, le Royaume-Uni s'est montré plus ouvert au dialogue la semaine passée. Et trois jours avant la signature de la loi états-unienne, la Syrie a achevé d'importantes négociations avec l'Union européenne et conclu un accord d'association.

## Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les

## Le Likoud refuse le plan Olmert de retrait unilatéral des colonies

Référence : « Likud MKs warn Sharon against withdrawal », par Gil Hoffman, *Jerusalem Post*, 15 décembre 2003.

À quatre jours d'un important discours que doit délivrer le Premier ministre israélien Ariel Sharon, à la conférence Herzliya, plusieurs parlementaires du Likoud l'ont mis en garde contre un appel au retrait unilatéral des colonies, qui serait en contradiction avec le programme sur lequel ils ont été élus.

Le ministre sans portefeuille, Uzi Landau, qui préside le bureau politique du Likoud, a indiqué qu'Ariel Sharon devrait suivre l'exemple du président états-

jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

unien George W. Bush et ne pas abandonner la lutte contre le terrorisme avant que le dictateur ennemi auquel il fait face n'ait été capturé.

Les parlementaires du Likoud se sont relayés, lors de la réunion du bureau politique du parti, dimanche 14 décembre, pour critiquer violemment les initiatives diplomatiques d'Ariel Sharon et de son ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail, Ehud Olmert.

Le député Yehiel Hazan, qui préside le groupe de la Knesset pour la Judée, la Samarie et la Bande de Gaza a mis en garde Ariel Sharon contre une telle décision qui pourrait mettre un terme prématuré à sa carrière politique.

Le bureau politique a finalement décidé de s'opposer au retrait unilatéral des colonies, de refuser de reprendre les négociations avec l'Autorité palestinienne avant la fin des activités terroristes, de mettre en cause la décision d'Ehud Olmert de labelliser comme telles les exportations israéliennes produites dans les territoires occupés, et de résister à la formation d'un État palestinien.

## Syria Times



### Kofi Annan pense que l'envoi de troupes onusiennes en Irak n'est pas « réaliste »

Référence : « Annan says Iraq will need military help for years », *Syria Times*, 14 décembre 2003.

Le *Syria Times* rend compte, dimanche 14 décembre 2003, d'une interview du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à paraître lundi 15 dans le journal allemand *Der Spiegel*.

Kofi Annan y explique que l'Irak aura besoin d'une présence militaire pendant plusieurs années, mais écarte l'idée d'un envoi de forces de maintien de la paix onusiennes dans le pays pour y rétablir la stabilité.

Le secrétaire général de l'ONU a également violemment critiqué la stratégie états-unienne de guerre préventive, telle qu'elle a été appliquée lors de l'offensive contre l'Irak en mars 2003, et a mis en garde contre sa poursuite. Selon lui, cela amènerait la « loi de la jungle » à prévaloir dans les relations internationales.

Kofi Annan a prôné pour une internationalisation de la gestion de l'Irak, en indiquant qu'« un nouveau gouvernement irakien doit pouvoir compter sur le soutien, non seulement de la Coalition menée par les États-Unis, mais aussi d'autres pays, sur la base d'une mission internationale mandatée par le Conseil de sécurité ».

L'envoi de forces onusiennes de maintien de la paix ne constitue cependant pas une hypothèse « réaliste », puisqu'une telle mission serait un fardeau trop lourd pour l'Organisation.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## L'Inde et l'Iran veulent renforcer leur coopération régionale

Référence : « Rowhani : Iran-India cooperation to promote convergence among regional states », IRNA, 14 décembre 2003.

Le Secrétaire du Conseil Suprême de sécurité nationale iranien, Hassan Rowhani, a rencontré, dimanche 14 décembre 2003, le ministre des Affaires étrangères indien, Yashwant Sinha. Il a déclaré à cette occasion que la coopération entre l'Inde et l'Iran allait bénéficier aux deux pays et permettre d'établir la stabilité et la convergence entre les États de la région.

Cette coopération concerne l'échange de biens, d'énergie, de technologies avancées et l'établissement de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan.

Hassan Rowhani a par ailleurs souligné l'importance de la poursuite d'une coopération réciproque, à la fois à un niveau bilatéral et régional.

Le Secrétaire a réaffirmé la nature pacifique du programme nucléaire iranien et a exprimé sa satisfaction quant à la position positive adoptée par le représentant indien au sein de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) sur ce dossier.

Selon lui, Téhéran et New Dehli ont le potentiel pour développer une coopération en matière économique, technologique et militaire. Le développement des infrastructures portuaires et des routes de transport de l'Océan indien jusqu'à l'Afghanistan en passant par le port iranien de Chabahar, puis jusqu'en Asie centrale, devrait contribuer à l'établissement de l'unité et de l'amitié au sein des pays concernés. Un tel projet relierait ainsi l'Océan indien à l'Asie centrale, et même à l'Europe du Nord et orientale.

Il a également exprimé sa satisfaction devant les développements positifs des relations indo-pakistanaïses, et a souligné l'importance du rôle de l'Iran et des autres pays de la région pour parvenir à résoudre les différends entre les deux États. Selon lui, le passage par le territoire pakistanais d'un pipeline iranien destiné à l'Inde pourrait représenter une chance pour résoudre ces conflits et même poser les bases d'une future coopération tripartite.

Le ministre des Affaires étrangères indien a fait savoir que les relations entre l'Iran et l'Inde se développaient et que sa visite à Téhéran visait à faire avancer cette coopération ainsi que la création d'une commission économique conjointe. D'après lui, la situation géographique et stratégique du port de Chabahar, au sud-est de l'Iran, au-delà du fait qu'il facilite l'accès à l'Inde, offrira une bonne opportunité à son pays de développer sa coopération avec l'Afghanistan ainsi qu'avec les États d'Asie centrale. Hassan Rowhani a également indiqué accueillir très favorablement l'idée d'établir un marché commun régional entre l'Iran, l'Inde et le Pakistan afin de relancer le commerce et la sécurité dans la région. Il a conclu en faisant part de la satisfaction de New Dehli devant la décision de l'Iran de signer le protocole additionnel du Traité de non-prolifération, et a ajouté que l'Inde était décidée à poursuivre sa coopération avec la République islamique.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## Le président iranien salue le départ de l'ancien ambassadeur nord-coréen

Référence : « Khatami says Tehran-Pyongyang cooperation to benefit both sides », 14 décembre 2003. « Kharrazi meets Democratic People Republic of Korea deputy FM », IRNA, 14 décembre 2003.

**Le président iranien, Mohammed Khatami, a déclaré, dimanche 14 décembre 2003, que l'expansion de la coopération entre Téhéran et Pyongyang bénéficierait aux deux parties.**

**Au cours d'une rencontre avec l'ambassadeur nord-coréen en Iran, Kim Chong Nam, qui rentre en Corée du Nord, le président Khatami a salué le règlement des différends entre Séoul et Pyongyang.**

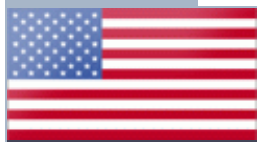
**Kim Chong Nam, de son côté, a mentionné les pressions états-uniennes sur l'Iran grâce au prétexte des armes nucléaires, et l'adhésion du gouvernement et de la nation iraniens aux valeurs révolutionnaires.**

**Il a également fourni des informations sur la situation dans son pays au regard d'une résurgence des pressions états-uniennes.**

**Le même jour, le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, a rencontré son homologue nord-coréen, Kim Yong Il et a évoqué avec lui la base d'un développement des liens réciproques entre les deux pays. Selon lui, les efforts de Pyongyang pour établir la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne bénéficient à l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.**

**Kim Yong Il a confirmé que son pays demeurait attaché à la paix et à la sécurité dans la région.**

## États-Unis



### **Allocution de George W. Bush après la capture de Saddam Hussein**

Hier, le 13 décembre, à 20 h 30 environ (heure locale), les forces armées des États-Unis ont capturé Saddam Hussein vivant. Elles l'ont trouvé près d'une ferme située dans les environs de Tikrit, lors d'un raid rapide qui n'a fait aucune victime. Et maintenant l'ancien dictateur irakien va faire face à la justice dont il a privé des millions de personnes.

La capture de cet homme était essentielle à l'essor d'un Irak libre. Elle marque la fin du parcours pour lui et pour tous ceux qui tyrannisaient et qui tuaient en son nom. Pour les derniers fidèles baasistes qui sont principalement la cause de la violence actuelle, il n'y aura pas de retour au pouvoir corrompu et aux privilèges qu'ils détenaient auparavant. Pour la vaste majorité des citoyens irakiens qui souhaitent vivre en tant qu'hommes et femmes libres, cette capture leur donne une nouvelle assurance que les salles de torture et la police secrète ont disparu à jamais.

Cet après-midi, j'ai un message pour le peuple irakien : vous n'aurez plus jamais à craindre le pouvoir de Saddam Hussein. Tous les Irakiens qui ont pris le côté de la liberté ont choisi le bon côté. Les objectifs de notre coalition sont les mêmes que vos objectifs, à savoir la souveraineté pour votre pays, la dignité pour votre grande culture et la possibilité d'avoir une vie meilleure pour chaque Irakien.

Une période sombre et douloureuse de l'histoire irakienne s'est achevée. Un jour qui promet est arrivé. Tous les Irakiens peuvent maintenant se rassembler, rejeter la violence et créer un nouvel Irak.

La réussite de l'opération d'hier témoigne de l'action des hommes et des femmes qui font partie de nos forces armées en Irak. Cette opération s'est fondée sur le travail superbe des agents de renseignement qui ont trouvé les traces du dictateur dans ce vaste pays. Elle a été exécutée avec habileté et avec précision par une force de combat courageuse. Les hommes et les femmes de nos forces armées et les alliés de notre coalition ont à faire face à de nombreux dangers dans le cadre de la poursuite des membres de l'ancien régime et de leurs efforts visant à apporter de l'espoir et la liberté au peuple irakien. Leur tâche, tout comme les risques, continue. Aujourd'hui, au nom de notre pays, je



remercie les membres de nos forces armées et je les félicite.

J'ai aussi un message à l'intention de tous les Américains : la capture de Saddam Hussein ne signifie pas la fin de la violence en Irak. Nous avons encore à faire face à des terroristes qui préfèrent continuer de tuer des innocents plutôt que d'accepter l'essor de la liberté au coeur du Moyen-Orient. De tels hommes font peser une menace directe sur le peuple américain, et ils seront vaincus.

Nous sommes arrivés à ce jour par la patience, la détermination et la concentration. C'est là notre stratégie pour progresser. La guerre contre le terrorisme est une forme différente de guerre, menée capture par capture, cellule par cellule et victoire par victoire. Notre sécurité est garantie par notre persévérance et par notre certitude dans le succès de la liberté. Les Etats-Unis ne mettront pas un terme à leur action tant que cette guerre ne sera pas gagnée.

Que Dieu bénisse le peuple irakien et que Dieu bénisse les Etats-Unis.

## France



### **Déclaration de Dominique de Villepin à propos de l'arrestation de Saddam Hussein**

1/ Nous nous réjouissons tous, comme l'a souligné le président de la République, de l'arrestation de Saddam Hussein.

Il s'agit d'un développement majeur dans une crise iraquienne qui est au cœur des préoccupations de la communauté internationale depuis plusieurs mois. Avec cette arrestation, la page de la dictature iraquienne est ainsi tournée. La communauté internationale tout entière doit s'en féliciter. C'est un symbole très fort pour le peuple iraquien, qui peut faire son deuil d'une période tragique de son histoire et regarder désormais vers l'avenir. Un avenir qui est entre ses mains. Nous avons ainsi une chance de sortir de la crise. Il faut, tous ensemble, la saisir.

2/ C'est d'abord aux Iraquiens de se mobiliser pour construire un nouvel Iraq :

- ▶ l'objectif doit être de préserver l'unité et la stabilité du pays. Nous souhaitons vivement que cette arrestation permette de briser l'engrenage de la violence.
- ▶ Nous espérons que la situation ainsi créée conduira à la réconciliation de tous, condition indispensable pour permettre un retour rapide à la souveraineté iraquienne et à l'émergence d'une vraie démocratie. Chacun doit trouver sa place dans le processus politique, qui doit associer tous ceux qui refusent la violence.

3/ C'est aussi un encouragement pour que la communauté internationale retrouve son unité. Il y a aujourd'hui un chemin pour la reconstruction de l'Iraq. A nous tous de nous y engager :

- ▶ en associant bien sûr les pays de la région en vue de la réintégration de l'Iraq dans son environnement,
- ▶ en donnant aussi toute leur place aux Nations Unies pour garantir la légitimité du processus.

4/ La France, de son côté, est prête à prendre toute sa place, dans le cadre d'une concertation approfondie avec l'ensemble de ses partenaires. C'est ce que j'ai dit à Colin Powell, avec qui je me suis entretenu en début d'après-midi et que j'ai félicité. Cette question sera au cœur des entretiens que nous aurons demain, à Paris, avec la délégation iraquienne conduite par M. Al-Hakim. Il sera reçu par le Président de la République et ici-même. Nous lui exprimerons notre volonté d'aller de l'avant, qu'il s'agisse de l'aide humanitaire, de la formation de la police ou de la coopération dans d'autres secteurs essentiels de l'économie iraquienne.

## Allemagne



### **Télégramme de félicitation de Gerhard Schröder à George W. Bush**

Cher Monsieur le Président,

C'est avec une joie immense que j'ai appris l'arrestation de Saddam Hussein et je vous félicite de cette action couronnée de succès.

Saddam Hussein a apporté d'indicibles souffrances à son propre peuple et à toute la région. J'espère que son arrestation encouragera les efforts de la Communauté internationale pour la reconstruction et la stabilisation de l'Iraq.

Cordiales salutations

Gerhard Schröder  
Chancelier fédéral de la République Fédérale d'Allemagne